

*L'Adresse*

Madame la Présidente, passons maintenant au discours du Trône. Voyons ce qui va et ce qui ne va pas dans cet exposé. Il y a peut-être quelques lacunes. Mais je ne vais pas me lancer dans une critique acerbe.

Nous sommes tous ici pour une seule raison, quelle que soit notre allégeance politique, quelle que soit notre vision des choses. En dépit des opinions qui nous séparent, nous souhaitons tous, je crois, que le Canada devienne un pays où il fait bon vivre. C'est pour cette raison que nous sommes ici, car laissez-moi vous dire que faire la navette entre sa circonscription et Ottawa n'est pas une partie de plaisir.

Or, ce discours révèle—c'est son thème central—que la principale préoccupation de tous les Canadiens, c'est l'insécurité économique. Les gens en ont assez des taxes et des impôts élevés; ils craignent pour leurs programmes sociaux; ils ont peur de se trouver sans emploi véritable.

L'insécurité économique dont souffrent les Canadiens est liée, bien entendu, à bien des facteurs, aussi bien nationaux que mondiaux. Certes, il se peut qu'on ne puisse pas faire grand-chose à l'échelle internationale, mais nous disposons de bien des moyens pour redresser la situation économique de notre pays. Parmi les principaux moyens, mentionnons le contrôle que nous pourrions exercer sur nos politiques fiscales et de dépenses.

Malheureusement pour les Canadiens, nous avons peut-être eu au cours des vingt dernières années un gouvernement trop imposant. Les gouvernements, aussi bien libéraux que conservateurs, ont trop dépensé, trop taxé et trop emprunté.

Ne nous chamaillons pas. Je me rappelle bien les insultes qui pouvaient de part et d'autre lorsque je siégeais avec les députés de l'autre côté de la Chambre. Les conservateurs ont dit que les libéraux leur avaient légué la dette.

Eh bien, je ne veux pas que ces scènes se reproduisent. Certains de mes collègues de ce côté-ci diront: Les conservateurs... Cela importe peu aux Canadiens. Ce qu'ils veulent, c'est que nous nous sortions de cette dette. Ils ne cherchent pas à savoir qui nous a mis dans ce pétrin. Nous voulons nous en sortir et, de ce côté-ci de la Chambre, nous ferons de notre mieux pour mettre les politiques en oeuvre et pour appuyer le gouvernement lorsqu'il proposera des mesures législatives. Ainsi, nous pourrions commencer à nous en sortir, sans nous préoccuper de savoir qui nous a mis dans le pétrin. Nous devons avant toute chose nous efforcer de nous en sortir.

Nous devons briser le cycle des dépenses, des emprunts et des impôts. Quel changement rafraîchissant ce serait si nous, parlementaires, pouvions dire: Oui, nous croyons qu'il faut dépenser moins et emprunter moins. À longue échéance, nous aurions la garantie d'être moins taxés. Je pense que les Canadiens appuieraient cela de tout coeur.

Nous sommes conscients que le déficit annuel dépasse maintenant 5 p. 100 du PIB. Le gouvernement a promis de le réduire à 3 p. 100 durant son mandat.

• (1900)

C'est là une noble cause et nous nous en réjouissons, mais assurons-nous qu'il ne s'agit là que du premier pas, car 3 p. 100 du PIB représente toujours un déficit annuel de bien plus de 25 milliards de dollars. Nous nous enfoncerons encore davantage si nous nous contentons de cela.

Mettons-nous d'accord pour que le gouvernement réduise le déficit annuel à 3 p. 100 du PIB, mais qu'il s'agisse là uniquement du premier pas ou de la première étape. Il faudra ensuite que nous équilibrons rapidement notre budget, pour que nous puissions rattraper nos retards et commencer à rembourser la dette proprement dite.

Nous avons parlé en long et en large de ce bourbier dans lequel nous a placés la dette et nous voulons nous assurer qu'en cette trente-cinquième législature, les Canadiens voient en nous des hommes et des femmes capables de faire certaines suggestions.

Je suis heureuse de constater que mon parti compte maintenant des spécialistes de l'économie. Je leur laisse la responsabilité de ces questions. C'est merveilleux, parce que cela me permet de leur confier cette tâche et de les laisser s'occuper des détails en ce qui concerne les chiffres et les philosophies, en matière d'économie. Je tiens à dire, cependant, que nous devons réformer l'économie de ce pays. Le ministre des Finances le sait parfaitement, tout comme bon nombre des simples députés libéraux que je connais et avec lesquels je me suis entretenue.

Toujours en ce qui concerne l'économie, nous devons trouver une solution au régime de retraite des parlementaires. Vous me voyez aujourd'hui seule députée de mon parti à avoir droit, à ce stade, à une pension en tant que députée. Je parle du régime de pension des députés ouvertement, avec la ferme intention que nous ne nous contentions pas seulement d'en parler pour sauver les apparences, mais pour que nous y apportions des réformes importantes qui vont vraiment faire une différence. Nous devons veiller à ce que ce régime s'aligne davantage sur le régime de retraite du secteur privé et à ce que notre poste ne nous donne pas droit à une pension ridiculement élevée à laquelle aucun autre Canadien n'aurait droit.

Ce régime existe depuis que je suis née, en 1952. Il a constamment pris de l'importance, beaucoup trop même. On pourrait presque parler, si je puis m'exprimer ainsi, de corruption, les personnes qui occupent ces postes pouvant profiter d'un programme qui n'est pas juste, sur le plan actuariel. Il est, en fait, trois ou quatre fois plus élevé que les autres régimes de retraite.

Attaquons-nous ensemble à ce problème. Les gens ne veulent pas que leurs députés soient mal payés. Nous avons appris cela au cours de la campagne électorale. Les gens ne veulent pas que leurs députés soient laissés pour compte à la fin de leur carrière. Laissez-nous seulement nous assurer que tout soit bien conforme d'un point de vue actuariel, afin que notre pension ne soit pas